



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### Rice et Chertoff en vedette à la réunion ministérielle tri-nationale d'Ottawa **Les ministres descendent à Ottawa pour mener l'Amérique du Nord sur la voie de la peur et de la guerre**

**(Montréal, Ottawa, Washington, Mexico, 21 février 2007)** - Le 23 février prochain, les ministres canadiens accueilleront à Ottawa leurs homologues états-uniens et mexicains afin de faire progresser le "Partenariat pour la sécurité et la prospérité" (PSP), un projet d'ALÉNA-plus contrôlé par le milieu des affaires. La Secrétaire d'État Condoleezza Rice et le tsar de la sécurité Michael Chertoff non seulement rencontreront leurs homologues mexicains et canadiens mais ils consulteront un large éventail de hauts dirigeants de grandes entreprises, tous membres du *Conseil nord-américain de la compétitivité* (CNAC). L'été dernier, le Premier ministre Harper a désigné les dix membres canadiens devant faire partie de ce Conseil et disposant d'un accès privilégié aux ministres responsables du PSP pour mettre de l'avant leur vision corporative de l'intégration continentale.

Une alliance de groupes de citoyen-ne-s dans les trois pays s'élèvent contre l'ordre du jour de la réunion ministérielle et dénoncent le secret qui enveloppe les discussions depuis plusieurs mois. « Le Conseil canadien des chefs d'entreprises (CCCE) et le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) portent directement leurs conseils à l'oreille des ministres, mais leurs recommandations restent inaccessibles au public », souligne Rick Arnold de *Common Frontiers*, un réseau d'organisations syndicales, ecclésiales, environnementales et étudiantes. « Si l'avenir de l'Amérique du Nord est au cœur des discussions, comment se fait-il que les gouvernements n'écoutent que ce groupuscule de gens d'affaires, à la richesse démesurée et avides de profits? ».

La « sécurité » est le thème prioritaire de la réunion de cette semaine. L'équipe états-unienne arrive avec un fier bilan guerrier sous le bras:

- Incapacité de mettre un terme à la guerre Israël / Liban, qui a conduit à d'importantes pertes en vies humaines et à l'évacuation de dizaine de milliers de Canadien-ne-s;
- Augmentation du nombre de soldats en Irak, approfondissant la guerre dans ce pays;
- Poursuite de la guerre en Afghanistan;
- Menace accrue d'une guerre contre l'Iran.

Ils amènent aussi avec eux leurs projets de peur :

- Les continuelles alertes au terrorisme, créant un climat de tension pour les citoyen-ne-s ordinaires;
- La rhétorique de la « guerre contre le terrorisme » qui se traduit en une guerre contre les Musulmans en particulier, et les immigrant-e-s et réfugié-e-s en général;
- L'escalade des contrôles aux frontières, des documents d'identité et de la surveillance, qui envahissent la vie privée et compliquent de plus en plus les voyages transfrontaliers.

« Sous ses airs inoffensifs, le PSP est ni plus ni moins un ALÉNA-plus militarisé », lance Pierre-Yves Serinet, porte-parole du *Réseau québécois sur l'intégration continentale* (RQIC). Sur la base du principe douteux que notre prospérité dépend de notre sécurité, les nombreux groupes de travail trilatéraux du PSP appliquent ici, chez nous, des mesures militaristes de sécurité, tout en développant une intégration tout azimut qui va des tests alimentaires et l'étiquetage à un recadrage nord-américain de la sécurité énergétique

et de l'approvisionnement en électricité. « Nous faisons face à une nouvelle phase de l'intégration néolibérale en Amérique du Nord », ajoute M. Serinet. « Des transformations profondes ont lieu à l'insu de nos institutions démocratiques, sans que rien ne soit soumis aux Parlements ou à l'Assemblée nationale ».

Alejandro Villamar, porte-parole du *Réseau mexicain d'action face au libre-échange* (RMALC), rappelle l'importance que les gouvernements du Mexique ont historiquement attaché aux principes de la non-ingérence dans les affaires de pays tiers, à la résolution pacifique des conflits, et au rejet du recours à la menace d'utiliser la force dans les relations internationales. « Les autorités mexicaines sont en voie d'abandonner cette tradition fondamentale et se situent en porte-à-faux avec la Constitution. La réunion d'Ottawa vise à consolider un agenda guerrier, et cherche à amener le Mexique et le Canada à s'aligner encore plus sur la politique des États-Unis. »

« Avec l'ambiance de secret que les dirigeants créent autour de questions pourtant importantes, il est évident que pour les citoyen-ne-s des trois pays, le manque d'information, de consultations et de débat public est une entorse à la démocratie », continue M. Villamar. « Voilà la pire menace qui pèse sur nos peuples ! », de conclure le porte-parole mexicain.

L'*Alliance for Responsible Trade* (ART), basée à Washington, souligne qu'un Congrès dominé par le parti Démocrate pourrait être en mesure de ralentir le progrès du Partenariat nord-américain et même d'obtenir plus de transparence quant aux objectifs concrets du PSP, mais même les membres du Congrès sont maintenus dans l'ignorance quant aux visées du PSP. Le porte-parole de ART, Tom Loudon, fait de plus remarquer que la politique étrangère des États-Unis continue sur sa lancée destructrice parce que la plupart des élus Démocrates aussi sont redevables aux grandes corporations.

« La proposition de nommer l'ex-tsar de la sécurité, John Negroponte, assistant secrétaire d'État est très troublante » insiste M. Loudon. « À titre d'ambassadeur des États-Unis au Honduras, Negroponte était le directeur tactique de la guerre des Contras au Nicaragua. De plus, plusieurs pensent qu'il a mis sur pied des escadrons de la mort en Irak alors qu'il y occupait le poste d'ambassadeur. Sa nomination en tant que diplomate numéro 2 du pays est plausible, devant le peu d'opposition au sein du Sénat des États-Unis. »

Les ministres ne vont pas seulement mettre l'emphase sur la sécurité à la rencontre tri-nationale d'Ottawa, ils vont aussi discuter de la planification du 3<sup>e</sup> Sommet tri-national des chefs d'État qui aura lieu en juin à Kananaskis, au sud-est du parc national de Banff en Alberta.

L'alliance des quatre réseaux sociaux rappelle que les chefs d'État de l'Amérique du Nord devraient plutôt discuter de questions qui sont vitales aux yeux du public, comme l'écart grandissant entre les riches et les pauvres dans chacun des trois pays, le besoin de garantir l'accès universel aux soins de santé et d'actions conjointes immédiates pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Les quatre réseaux lancent un appel aux partis d'opposition au Parlement afin qu'ils exigent la transparence intégrale des négociations du PSP, et la suspension immédiate des privilèges accordés au milieu des affaires par le biais du Conseil nord-américain de la compétitivité. Les réseaux exigent la tenue à la Chambre des communes d'un débat en profondeur sur le PSP et sur les implications de lier clandestinement la sécurité des citoyen-ne-s canadien-ne-s à la sécurité des États-Unis.

-30-

**Pour de plus amples informations, appelez :**

Pierre-Yves Serinet, RQIC: Tél. 514-276-1075; [rjic@ciso.qc.ca](mailto:rjic@ciso.qc.ca)

Rick Arnold, Common Frontiers: Tél (905) 352-2430; [comfront@web.ca](mailto:comfront@web.ca)

Alejandro Villamar, RMALC: Tél. 011 (52) (55) 5356-0599; [rmalc@laneta.apc.org](mailto:rmalc@laneta.apc.org)

Tom Loudon, ART-USA: Tél. (301) 699-0042; [toml@quixote.org](mailto:toml@quixote.org)